

Personne publique

France Education international (FEI)

1, avenue Léon Journault

92318 Sèvres cedex

Site Internet : www.france-education-international.fr

Etablissement public national à caractère administratif créé par le décret n°87-325 du 12 mai 1987, régi par les articles R314-51 et suivants du code de l'Éducation, placé sous la tutelle du ministère de l'Éducation nationale

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES
Référence MAR25-16

Cahier des clauses particulières (CCP)
en date du 28/02/2025

Objet du marché :

Prestations de création d'illustrations destinées aux modules de formation ouverte à distance et pour les supports des examens d'accès aux diplômes organisés par France Education international

Code CPV

79822500 : Services de conception graphique

Le présent CCP comporte 29 articles. Il comprend 19 pages, numérotées de 1 à 19.

Sommaire

ARTICLE 1 - TERMINOLOGIE	3
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ ET PUBLICS VISES	3
ARTICLE 3 - PIÈCES CONSTITUTIVES	4
ARTICLE 4 - NATURE DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 5 - FORME ET ÉTENDUE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 6 - ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 7 - DURÉE	5
ARTICLE 8 - CONTEXTE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 8.1 - PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE FRANCE EDUCATION INTERNATIONAL	5
ARTICLE 8.2 - PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU DÉPARTEMENT ÉVALUATION ET CERTIFICATIONS	5
ARTICLE 8.3 - PRÉSENTATION DE L'OFFRE DE CERTIFICATIONS DU DEC	6
ARTICLE 8.4 - PRÉSENTATION DU SERVICE FOAD : FORMATION OUVERTE ET À DISTANCE	6
ARTICLE 9 - DÉTAIL DES PRESTATIONS ET LIVRABLES ATTENDUS	6
ARTICLE 9.1 – PRESTATIONS ATTENDUES COMMUNES À TOUS LES LOTS	6
ARTICLE 9.2 - LIVRABLES ATTENDUS	7
ARTICLE 9.3 - ESTIMATION DU VOLUME ANNUEL	8
ARTICLE 10 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 10.1 - GÉNÉRALITÉS	8
ARTICLE 10.2 – DÉROULEMENT D'UNE COMMANDE POUR LES LOTS 1 ET 2	9
ARTICLE 11 - DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 12 - DISPONIBILITÉ DES TITULAIRES	10
ARTICLE 13 - PÉNALITÉS	10
ARTICLE 14 - OBLIGATIONS DES PARTIES	11
ARTICLE 14.1 - OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES	11
ARTICLE 14.2 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	11
ARTICLE 14.3 - OBLIGATIONS DE FEI	11
ARTICLE 15 - PRESTATIONS SIMILAIRES	11
ARTICLE 16 - DÉCLENCHEMENT DES PRESTATIONS ET MODALITÉS DE COMMANDE	12
ARTICLE 16.1 – MODALITÉS D'ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE	12
ARTICLE 16.2 - DÉLAIS DE VALIDITÉ	12
ARTICLE 16.3 - MODIFICATION D'UNE COMMANDE	12
ARTICLE 16.4 - OBSERVATION ET DATE DE RÉCEPTION	12
ARTICLE 16.5 - ANNULATION	13
ARTICLE 17 - GARANTIE	13
ARTICLE 18 - DÉTERMINATION DU PRIX DES PRESTATIONS	13
ARTICLE 19 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES	14
ARTICLE 19.1 - AVANCE	14
ARTICLE 19.2 - ACOMPTE	14
ARTICLE 19.3 - RÈGLEMENT DES SOMMES DUES	14
ARTICLE 19.4 - FACTURATION	14
ARTICLE 19.5 - PAIEMENT	15
ARTICLE 20 - CONFIDENTIALITÉ	15
ARTICLE 21 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	16
ARTICLE 21.3 - GARANTIE DES DROITS	17
ARTICLE 22 - SOUS-TRAITANCE	18
ARTICLE 23 – DÉROGATION AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITÉ	18
ARTICLE 24 - CLAUSE DE REEXAMEN	18
ARTICLE 25 - ASSURANCE	18
ARTICLE 26 - RESPECT DES OBLIGATIONS SOCIALES	19
ARTICLE 27- RESILIATION	19
ARTICLE 27.1 - RESILIATION PAR FEI	19
ARTICLE 27.2 - RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE	19
ARTICLE 27.3 - EXÉCUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	19
ARTICLE 28 - LITIGES/DIFFÉRENDS	19
ARTICLE 29 - DÉROGATIONS AU CCAG/PI 2021	19

Article 1 - Terminologie

Acheteur : désigne France Education international, acheteur au sens du CCP et agissant en tant que pouvoir adjudicateur.

CCP : Code de la commande publique.

DEC : Département Evaluation et Certifications est un département de France Education international

FOAD : Formation ouverte et à distance est un département de France Education international

Titulaire : désigne l'entreprise à qui est attribué le marché.

Illustration ou visuel : désigne l'objet commandé par FEI au prestataire dans le cadre du présent marché.

- **Dessin** : Il s'agit d'une scène complète avec une situation centrale avec personnage(s) complétée d'un décor en arrière-plan (exemple : 3 jeunes adultes assistent à un concert de rock, en plein air) ou d'un personnage en action dessiné sur fond blanc sans décor (exemple : homme au téléphone).
- **Infographie fixe** : il s'agit d'une infographie statique composée d'1 à 3 blocs tels qu'un graphique et sa légende explicative.
- **Pictogramme** : il s'agit de la représentation de modalités de passation à un examen/de réalisation d'un module de formation en ligne : case à cocher, symbole crayon (pour écrire), tracé d'une ligne (pour relier), casque audio (pour la compétence de compréhension orale), etc.
- **Plan** : il s'agit d'un plan 2D de lieux (villes, quartier, supermarché, bibliothèque, etc.) avec tracés simples allant d'un point A à un point B.
- **Vignette** : il s'agit d'un objet isolé dessiné sur fond blanc, sans décor (exemple : une pomme, une maison, un ordinateur) ou d'un personnage immobile et isolé dessiné sur fond blanc, sans décor.

Exemples :



Pictogramme



Vignette



Article 2 - Objet du marché et publics visés

Le présent marché a pour objet la création d'illustrations destinées aux modules de formation ouverte à distance et pour les supports des examens d'accès aux diplômes DELF et DALF organisés par France Education international. Ces illustrations sont commandées par FEI à des illustrateurs.

➤ Publics visés

Les illustrations identifiées au présent CCP s'adressent notamment :

- à la communauté éducative et aux acteurs de l'éducation européens et internationaux du domaine public, associatif ou privé,

- à des publics spécifiques : professionnels de l'éducation, de la formation...,
- au grand public, population dans son ensemble et dans ses spécificités (jeunes enfants ayant le français comme langue étrangère...).

Article 3 - Pièces constitutives

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son annexe financière - le bordereau des prix,
- le présent cahier des clauses particulières (CCP),
- l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI),
- le cadre de réponse technique du titulaire.

Est réputée non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses de l'acte d'engagement et son annexe le bordereau des prix, du CCP ou du CCAG/PI.

En cas de contradiction entre une et/ou plusieurs dispositions figurant dans l'un de ces documents, le document de rang supérieur prévaudra.

Le fait qu'une disposition figurant dans un document de rang inférieur ne soit pas expressément mentionnée dans le document de rang supérieur ne fera pas perdre à ladite disposition sa valeur juridique.

Le CCAG/PI, bien que non joint, est réputé connu du titulaire du marché.

Les exemplaires originaux des pièces listées ci-dessus conservés dans les archives de FEI font seuls foi. Le titulaire en reçoit une copie électronique, à la date de notification du marché conformément aux dispositions de l'article 4.2.1 du CCAG/PI.

Les conditions générales de vente figurant, le cas échéant, sur les documents du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

Article 4 - Nature de la consultation

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée inférieure à 90 000 € HT conformément aux modalités prévues par les articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du CCP.

Article 5 - Forme et étendue du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono attributaire qui s'exécute par l'émission de bons de commande, sans montant minimum avec un montant maximum de 72 000 € HT, en application des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique, décomposé par lot comme suit :

Lot 1 : pas de montant minimum et un montant maximum de 32 000 € HT pour la durée du marché

Lot 2 : pas de montant minimum et un montant maximum de 35 000 € HT pour la durée du marché

Lot 3 : pas de montant minimum et un montant maximum de 6 000 € HT pour la durée du marché

Chaque lot est un accord-cadre à bons de commande. Il s'exécutera au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, sur la base du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement du marché.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité dans l'hypothèse où des bons de commandes ne lui seraient pas passés.

Article 6 - Allotissement

Le présent marché est alloti en application des dispositions de l'article R. 2113-1 du Code de la commande publique pour l'ensemble des prestations détaillées au présent cahier des clauses particulières et se décompose en 3 lots comme suit :

Lot 1 : illustrations pour le compte des diplômes DELF tout public, DELF scolaire/junior

Lot 2 : illustrations pour le compte du diplôme DELF Prim

Lot 3 : illustrations pour les modules de FOAD

Chaque lot fait l'objet d'un marché séparé. Les candidats peuvent présenter une offre pour chaque lot.

Article 7 - Durée

Le présent marché est conclu pour une durée ferme **d'un (1) an** à compter de la date de sa notification au titulaire. Il est reconductible **trois (3) fois** pour une durée **d'un (1) an** pour chaque reconduction.

La reconduction est tacite. Le titulaire ne peut pas s'y opposer. Si l'acheteur ne désire pas reconduire le marché, il en informe le titulaire par tout moyen permettant une traçabilité au moins **deux (2) mois** avant la date de fin de la période en cours.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à la date d'expiration du marché. Leur durée d'exécution ne saurait excéder **six (6) mois** après cette date.

Article 8 - Contexte du marché

Article 8.1 - Présentation générale de France Education international

Créé en 1945 sous le nom de Centre international d'études pédagogiques, France Éducation international (FEI) est un établissement placé sous la tutelle du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

Ses missions, qui s'inscrivent dans le cadre des priorités du gouvernement en matière de coopération internationale, s'articulent autour de trois axes d'activité :

- la coopération dans les domaines de l'enseignement scolaire, de la formation technique et professionnelle et de l'enseignement supérieur ;
- l'appui à l'enseignement du/en français dans le monde, par la formation de formateurs et de cadres éducatifs et par l'évaluation linguistique ;
- la mobilité internationale, à travers des programmes d'échange d'assistants de langue et d'enseignants ainsi que la reconnaissance des diplômes étrangers.

Pour conduire ses actions, il s'appuie sur le savoir-faire d'une équipe de 250 personnes, ainsi que sur un réseau de plus de 1 000 experts et de partenaires nationaux et internationaux.

Il est membre de l'association Sorbonne Universités qui regroupe 11 établissements d'excellence.

Article 8.2 - Présentation générale du département évaluation et certifications

Principal organisme certificateur pour la langue française, présent dans 172 pays, à travers son département Évaluation et Certifications (DEC), France Éducation international dispose d'une offre complète de tests et diplômes permettant à des publics non francophones de naissances d'attester de leur niveau de compétence en français, dans le cadre notamment de diverses démarches administratives, de candidatures à un emploi, naturalisation française, immigration vers le Québec, admission dans un établissement d'enseignement supérieur, obtention d'une bourse d'études ou renouvellement d'un titre de séjour.

Le département compte plus de 70 agents et est composé de 3 unités :

- Le bureau des diplômes ou BdD est en charge des diplômes DILF, DELF et DALF.
- Le bureau des tests ou BdT est en charge des tests TCF et d'Ev@lang.
- La cellule qualité et expertise se charge de garantir les qualités métriques des certifications de France Éducation international.

Chaque bureau a son propre fonctionnement et des processus propres, dû en grande partie aux spécificités des objets qu'il traite. Grâce à la certification ISO 9001 : 2015, le DEC compte néanmoins

des processus communs.

L'organigramme du DEC est consultable ici : <https://www.france-education-international.fr/qui-sommes-nous/organigramme/organigramme-dec>.

Article 8.3 - Présentation de l'offre de certifications du DEC

L'offre est adaptée à tous les âges et tous les publics. Elle est harmonisée sur l'échelle à 6 niveaux du Cadre européen commun de référence pour les langues.

Les diplômes sont indépendants et sanctionnent la maîtrise des quatre compétences langagières (compréhensions de l'oral et de l'écrit, productions écrite et orale). Ils sont valables sans limitation de durée.

Validées par une équipe de psychométriciens experts en évaluation, ces certifications sont internationalement reconnues et fréquemment utilisées par les ministères étrangers en charge de l'éducation. Elles sont présentes dans plus de 1 200 centres d'examen répartis dans 175 pays.

Dans le cadre des activités de FEI, le département évaluation et certifications produit des sujets d'examen en vue de l'obtention par les candidats des certifications suivantes :

- DILF (diplôme initial de langue française) ;
- DELF (diplôme d'études en langue française) ;
- DALF (diplôme approfondi de langue française).
- TCF (test de connaissance du français).

Exemples de sujets d'examen :

<https://www.france-education-international.fr/document/sujetdemodelfjsexemple2candidat>

<https://www.france-education-international.fr/document/delf-a2-tp-candidat-coll-exemple10>

<https://www.france-education-international.fr/document/delf-prim-a1-1-livret-candidat>

<https://www.france-education-international.fr/document/dalf-c2sujet-demo1candidatcollpe>

Article 8.4 - Présentation du service FOAD : formation ouverte et à distance

Le service FOAD développe l'offre de formation sur la plateforme FEI+ : <https://plus.france-education-international.fr/>

Ces formations à distance sont conçues par FEI et ses partenaires dans les 6 domaines d'expertise de l'établissement : métiers du français, évaluation et certification, mobilité, gouvernance, ingénierie, qualité. Les formations proposées peuvent être en autoformation ou tutorées par des experts des sujets abordés.

Certaines formations sont badgeantes, d'autres certifiantes. Les modules comprennent des médias riches tels que des infographies et des capsules vidéo pédagogiques. Elles s'adressent à des professionnels francophones de l'enseignement et du français dans le monde.

Article 9 - Détail des prestations et livrables attendus

Article 9.1 – Prestations attendues communes à tous les lots

A partir d'un descriptif détaillé rédigé par FEI, en se conformant se conformer au principe de neutralité religieuse et aux principes déontologiques sur la représentation des personnes (pas de nudité, pas de signe religieux, etc.), le titulaire réalise une illustration du type :

- objets de la vie quotidienne (des vêtements, des accessoires, des aliments, des moyens de transport, des éléments de la nature, etc.).
- plans (de ville, de quartiers, de supermarchés, etc.).
- situations de la vie quotidienne, mettant en scène (en plan rapproché ou en plan large) une ou plusieurs personnes (familles, groupes d'amis, étudiants, etc.) dans le cadre d'activités de loisirs (promenade en forêt, visite de musée, sortie au zoo, etc.), à l'école (interactions entre élèves, scènes de classe, repas à la cantine, etc.), au travail (activités professionnelles en entreprise, dans un magasin, un salon de coiffure, un garage, etc.).

Le prestataire a la possibilité de proposer son style artistique (univers, couleurs, personnages, etc.) différent de l'existant, dès lors qu'il s'intègre harmonieusement dans l'univers général du ou des supports auxquels il est destiné dans le présent marché.

Ainsi, le prestataire conçoit, pour toute création commandée, une illustration prenant en compte à la fois selon l'univers graphique général des sujets d'examen délivrés par le DEC et de celui des modules de FOAD, et selon les consignes rédigées par les services demandeurs : le support de destination, le public (voir article 2) et toute autre indication spécifiée lors de la commande.

Article 9.2 - Livrables attendus

	Désignation	Description	Unité d'œuvre (UO) dans l'annexe financière	Lot(s) concerné(s)
1	Dessins	Scène complète avec une situation centrale avec personnage(s) complétée d'un décor en arrière-plan Exemple : 3 jeunes adultes assistent à un concert de rock, en plein air	1 dessin nuances de gris	Lot 1 Lot 2
2	Dessins	Personnage en action dessiné sur fond blanc, pas de décor. Exemple : homme au téléphone	1 dessin Couleur	Lot 1 Lot 2
3	Vignette	Objet isolé dessiné sur fond blanc, pas de décor Exemples : une pomme, une maison, un ordinateur	1 vignette nuances de gris	Lot 2
4	Vignette	Personnage immobile et isolé dessiné sur fond blanc, pas de décor.	1 vignette Couleur	Lot 2
5	Plan	Plans 2D de lieux (villes, quartier, supermarché, bibliothèque, etc.) avec tracés simples allant d'un point A à un point B	1 plan	Lot 1
6	Infographie fixe	Infographie statique composée d'un seul élément graphique Exemple : un graphique et une légende explicative	1 bloc	Lot 3
7	Infographie fixe	Infographie statique composée de deux éléments graphiques liés Exemple : un graphique et une légende explicative	2 blocs	Lot 3
8	Infographie fixe	Infographie statique composée de trois éléments graphiques liés Exemple : un graphique et une légende explicative	3 blocs	Lot 3
9	Pictogramme	Représentation de modalités de passation à un examen/de réalisation d'un module de formation en ligne : case à cocher, symbole crayon (pour écrire), tracé d'une ligne (pour relier), casque audio (pour la compétence de compréhension orale), etc.	1 pictogramme	Lot 1 Lot 2 Lot 3
10	Pictogramme		Lot de 10 unités	Lot 3

Les fichiers des illustrations sont à livrer selon les caractéristiques suivantes :

LOT	Couleur	Format	Dimensions maxi (pixels)	Style	Résolution
Lot 1	Nuances de gris Couleurs (cmjn)	.jpeg HD	1063 x 1063	Ligne claire Aplat de couleur net	300 dpi
Lot 2	Nuances de gris Couleurs (cmjn)	.jpeg HD	1300x1300	Ligne claire Aplat de couleur net	300 dpi
Lot 3	Nuances de gris Couleurs (cmjn)	.png ou .jpeg (pour utilisation dans la plateforme) + formats natifs AI (.ai) ou PSD (.psd) pour l'utilisation imprimée.	Pictogrammes : 100x120 Infographies : 833x1000	Ligne claire Aplat de couleur net	72 dpi

Les caractéristiques sont précisées lors de chaque commande.

Article 9.3 - Estimation du volume annuel

Cette estimation annuelle pour chaque lot est fournie à titre d'information aux candidats, aussi bien sur l'aspect quantitatif que sur celui de la typologie d'illustrations commandées.

	Quantité estimée	Type de livrables
Lot 1	100 à 250	Principalement des dessins et des plans Plus rarement des pictogrammes
Lot 2	75 à 130	Principalement des dessins (entre 60 et 100) et des vignettes (entre 15 et 30) Plus rarement des pictogrammes
Lot 3	15	10 pictogrammes, 5 infographies

Rythme de commande : les besoins de FEI apparaissent généralement à l'issue d'une épreuve et/ou d'un exercice, ceci se déroulant tout au long de l'année, avec toutefois deux périodes de prédilection : le printemps et l'automne.

Article 10 - Modalités d'exécution des prestations

Article 10.1 - Généralités

- **Interlocuteurs des titulaires**

Pour les lots 1 et 2, le prestataire interagit avec différents interlocuteurs du DEC :

- Avec les ingénieurs pédagogiques pour les illustrations elles-mêmes
- Avec l'équipe administrative pour le paiement des prestations.

Pour le lot 3, l'équipe de la FOAD est l'interlocuteur privilégié du prestataire.

- **Mise à disposition des livrables**

Le prestataire déposera les fichiers commandés dans un espace personnel dédié sur une plateforme sécurisée dont l'accès sera fourni par FEI. En parallèle, il préviendra l'acheteur de la mise à disposition des livrables par courriel. La date d'envoi de ce courriel fera office de date de livraison à FEI.

10.2.1. Contexte

Les visuels illustrent des compétences d’examen (compréhension de l’oral, compréhension des écrits, production écrite et production orale). Chacune de ces compétences se compose d’un à plusieurs exercices (ou tâches). Ces visuels constituent soit des choix de réponse (QCM imagé), soit une aide visuelle pour donner des idées aux candidats dans leur production (à l’écrit et à l’oral).

10.2.2. Modalités de commande

Pour chaque commande à réaliser, les ingénieurs pédagogiques de FEI adressent par mail au prestataire, une demande de devis avec :

- la **description du livrable attendu rédigée**, la référence du visuel à produire et, éventuellement, des éléments de contexte (exemples : sujet précis sur lequel porte la question pour laquelle des visuels sont commandés, la question posée au candidat) pour comprendre l’objectif du visuel.

La description précise les détails tels que : classe d’âge, sexe, origine ethnique et humeur des personnages, actions, arrière-plan, etc.

Le prestataire doit suivre scrupuleusement ces indications car elles sont garantes de la conformité de l’examen. Il peut toutefois y avoir une marge de liberté dans les détails sur certains attributs (coiffure, décor d’une pièce, etc...) dès lors qu’ils restent neutres.

- le format du fichier à recevoir
- le délai de livraison de la commande

Les parties conviendront précisément des modalités de travail pour chaque lot à l’occasion d’une réunion au démarrage du marché. Un mode opératoire écrit sera enregistré et porté à la connaissance des parties afin de s’assurer de la bonne compréhension commune.

10.2.3. Opérations et délai de vérification des livrables

Les opérations de vérification se déroulent conformément aux articles 28 à 29 du CCAG/PI.

Les prestations faisant l’objet du marché sont soumises à des vérifications qualitatives, destinées à constater qu’elles répondent aux stipulations du marché.

Par dérogation à l’article 28.5, le pouvoir adjudicateur n’avise pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

À l’issue des opérations de vérification qualitative, et par dérogation à l’article 28.2, FEI dispose d’un délai de 7 jours après dépôt par le titulaire pour contrôler les fichiers et procéder aux vérifications afin de valider la prestation ou demander des modifications.

FEI peut demander au titulaire d’opérer jusqu’à 2 modifications mineures (exemple : changement de coiffure d’un personnage ou ajout d’un petit objet) aux visuels sans coût supplémentaire.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai d’un (1) jour à compter de la notification de la décision d’ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur prononce, dans un délai de 3 jours, le rejet des prestations.

Si, à l’issue du 3^e échange, FEI ne peut procéder à la réception du livrable, le rejet total sera retenu. La prestation ne pourra alors faire l’objet d’une demande de paiement.

10.2.4. En cas de modifications majeures demandées par FEI

FEI se réserve le droit de demander des modifications majeures.

Dans le cas où il serait établi que le titulaire n’a pas correctement traité les instructions transmises par FEI, il prend à sa charge la régularisation de l’exécution des prestations objet du présent marché. Ainsi, si le dessin livré n’est pas conforme à la description fournie, le prestataire devra effectuer la modification sans frais supplémentaires et dans un délai maximal de 5 jours ouvrés.

Dans le cas où la demande de modifications fait suite à une description incomplète ou erronée du

visuel, le prestataire pourra la facturer au tarif d'un nouveau visuel avec accord écrit de FEI. Le prestataire a 5 jours ouvrés pour modifier le visuel.

Article 11 - Délais d'exécution des prestations

Le prestataire dispose de 1 à 4 semaines, selon le nombre de dessins commandés (à titre indicatif, en moyenne entre 5 et 10 par commande pour le lot 1 et entre 3 et 30 pour le lot 2), pour livrer une commande. Le délai est obligatoirement indiqué sur le devis précédent l'émission du bon de commande correspondant. Il est établi d'un commun accord entre le prestataire et FEI.

Le présent marché s'exécute dans les conditions fixées dans le présent CCP. Les délais d'exécution et de livraison indiqués au présent CCP ont un caractère impératif.

Ainsi, les délais sont comptés en jours ouvrés du lundi au vendredi et courent à compter de 0 heure le lendemain de la réception de la commande.

Les délais d'exécution commencent à courir à compter de l'envoi au titulaire d'un bon de commande mentionnant les principales caractéristiques de la commande qui auront été communiquées préalablement dans un délai raisonnable au titulaire. Le titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution.

En cas de nécessité, FEI pourra être amené à demander des modifications aux travaux remis par le titulaire sans que les délais d'exécution ou le prix ne soient modifiés.

Sauf circonstances exceptionnelles, aucune prolongation des délais d'exécution ne sera admise par FEI.

En cas de retard sur l'exécution des prestations commandées, FEI se réserve le droit d'appliquer une pénalité calculée selon la formule indiquée à l'article 13 du présent document.

Des bons de commande peuvent être émis jusqu'à la date limite de validité du marché même si leur durée d'exécution se prolonge au-delà de cette date limite de validité.

Article 12 - Disponibilité des titulaires

Le titulaire doit faire preuve d'une grande réactivité lors de la commande émise par FEI.

Le titulaire prend toute disposition nécessaire pour assurer la poursuite sans interruption des prestations.

En cas d'indisponibilité dûment justifiée, le titulaire s'engage à présenter à FEI une personne de compétence équivalente. Pour ce faire, il transmet au moment de l'établissement du devis le CV de la personne pressentie pour exécuter la prestation. Le représentant de FEI peut rejeter la proposition du titulaire si elle s'avère ne pas correspondre aux exigences.

Article 13 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/PI, lorsque le délai contractuel, éventuellement assorti d'une prolongation accordée conformément à l'article 13 du même CCAG, est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée comme suit :

$$P = (V \times R) / 100 \text{ dans laquelle :}$$

P = montant de la pénalité

V = valeur des prestations en retard (cf article 14.1 du CCAG)

R = nombre de jours calendaires de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 euros HT pour l'ensemble du marché.

Le montant cumulé des pénalités pour la durée d'exécution du présent marché ne peut excéder 50 % de son montant HT. Au-delà, FEI se réserve la faculté de résilier le marché aux torts du titulaire.

Article 14 - Obligations des parties

Article 14.1 - Obligations générales des parties

Chaque partie :

- désigne un interlocuteur apte à la représenter ayant le pouvoir de prendre ou de faire prendre les décisions nécessaires à la bonne exécution des prestations,
- exécute de bonne foi les obligations mises à sa charge par le marché,
- assure la disponibilité, la coopération et la compétence de son personnel affecté au marché,
- fournit à l'autre partie les informations dont elle a connaissance pouvant avoir un impact sur la bonne exécution des prestations, telle que toute modification d'activité, de structure ou d'organisation susceptible d'avoir une incidence sur l'exécution des prestations et à répondre de manière diligente à toute question posée par l'autre partie,
- fournit à l'autre partie, en temps voulu, tous les éléments nécessaires pour que celle-ci puisse accomplir sa mission dans le respect des échéances.

Article 14.2 - Obligations du titulaire

Le prestataire est un professionnel de l'illustration (illustrateur graphiste, dessinateur).

Il doit impérativement disposer des logiciels de création graphique et de publication assistée par ordinateur pour lui permettre de répondre aux exigences du marché et transmettre les fichiers dans le format demandé par FEI. Il s'agit notamment d'Illustrator et Photoshop (version à jour d'Adobe CC).

Le titulaire :

- réalise les prestations, objet du présent marché, conformément aux documents contractuels,
- est tenu à une obligation de résultats pour toute prestation assortie d'un délai (de livraison, de réalisation, de correction, etc.) et / ou de la production d'un livrable,
- fournit les livrables avec la compétence en vigueur dans la profession et conformément aux dispositions du marché et aux règles de l'art applicables dans son domaine de compétence,
- s'engage à restituer tous les éléments matériels et documentaires mis à sa disposition pour la réalisation des prestations,
- doit alerter FEI sur tout événement dont il a directement ou indirectement connaissance pouvant affecter les prestations ou les engagements des Parties, y compris si cet événement est imputable à FEI,
- fournit toutes les ressources nécessaires à la bonne exécution du marché,
- est tenu à une obligation générale de conseil, notamment d'information et de recommandation de FEI dans le domaine faisant l'objet du marché. À ce titre, le titulaire doit fournir spontanément à FEI l'ensemble des conseils, mises en garde et recommandations nécessaires.

Article 14.3 - Obligations de FEI

Dès la notification du marché et pour permettre au titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, FEI s'engage à :

- mettre à la disposition du titulaire les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa mission ;
- avertir le titulaire, dans les meilleurs délais, des changements des personnels pouvant affecter les prestations à réaliser.

Article 15 - Prestations similaires

Les prestations pourront donner lieu à un nouveau contrat, en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, pour la réalisation de prestations similaires qui seront exécutées par l'attributaire du présent contrat dans les conditions suivantes :

- L'objet de ces nouveaux marchés ne peut concerner que la stricte répétition de prestations décrites dans les documents du présent accord-cadre.

- La durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

Article 16 - Déclenchement des prestations et modalités de commande

Article 16.1 – Modalités d’émission des bons de commande

Les bons de commande sont passés au moment de la survenance du besoin.

Préalablement à l’édition de chaque bon de commande, une demande de devis par courriel est adressée par le service émetteur au titulaire du lot concerné. La demande comprend, au minimum :

- Le descriptif précis de la prestation demandée,
- La date, le lieu et le délai de livraison maximum,
- La date limite de remise du devis.

Les titulaires sont invités à transmettre une offre de chiffrage complète dans un délai maximum de 3 (trois) jours ouvrés sur la base des unités d’œuvres figurant dans le bordereau des prix. Le devis comporte a minima un planning détaillé et le prix de la prestation.

FEI se réserve la possibilité de demander un nouveau devis, dans le cas où la proposition du titulaire n’apparaîtrait pas en adéquation avec la définition du besoin.

Le devis validé fait l’objet d’un bon de commande associé émis par FEI et transmis au titulaire.

Chaque bon de commande doit comporter les renseignements suivants :

- la référence du marché : **MAR25-16** ;
- la désignation du service destinataire des prestations (DEC ou FOAD) ;
- la désignation des prestations ;
- la date de livraison ;
- la signature de l’ordonnateur ou de son représentant habilité ;
- l’adresse de facturation.

L’exécution des prestations est déclenchée par la réception du bon de commande par le titulaire.

Le titulaire s'engage à respecter les délais mentionnés dans le bon de commande ou à défaut dans le rétroplanning prévisionnel réalisé lors de l'élaboration du devis en accord avec FEI.

Article 16.2 - Délais de validité

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Ils sont exécutoires, même après la fin des délais contractuels du marché, dès lors que la durée d’exécution des prestations stipulées aux bons de commande ne dépasse pas un délai de six mois calendaires.

Article 16.3 - Modification d’une commande

Si, en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes essentiels d'un bon de commande, l'accord des parties sur ces modifications est concrétisé par la notification d'un bon de commande rectificatif soumis aux mêmes règles administratives que le bon de commande initial .

Si les modifications portent sur des termes mineurs, elles sont traduites par un simple échange écrit (courrier ou courriel) entre les parties.

La modification d’un bon de commande n’est assortie d’aucune indemnité.

Article 16.4 - Observation et date de réception

Par dérogation à l’article 3.7.2 du CCAG/PI, le titulaire dispose d'un délai de cinq jours ouvrés à compter de la date de réception d’un bon de commande afin de faire connaître à FEI ses observations relatives aux prescriptions du bon de commande.

La date de réception d'un bon de commande est la date de la commande, inscrite sur le bon de commande, plus un jour lors d'un envoi dématérialisé.

Article 16.5 - Annulation

La personne publique peut à tout moment annuler un bon de commande, qu'il ait ou non reçu un commencement d'exécution.

L'annulation d'une commande n'est assortie d'aucune indemnité pour le manque à gagner. Mais FEI doit régler les dépenses que le titulaire a éventuellement engagées en vue de l'exécution du bon de commande initial. Le titulaire appuie sa demande de paiement en fournissant tous les justificatifs permettant de constater l'état d'avancement des prestations.

L'annulation d'un bon de commande est notifiée au titulaire par écrit.

Article 17 - Garantie

L'article 30 du CCAG/PI s'applique au présent marché.

La garantie des vices cachés telle que définie aux articles 1641 et suivants du Code civil s'applique au présent marché.

Le titulaire est en ce sens garant des produits susceptibles d'être fournis dans le cadre du présent marché.

Article 18 - Détermination du prix des prestations

Les prix déterminés dans le bordereau des prix constituent les prix du présent marché.

Ils sont exprimés en euros HT.

Ils sont unitaires conformément à la répartition formulée dans le bordereau des prix, annexe au présent document.

Ils comprennent également l'ensemble des frais nécessaires à la réalisation des prestations décrites dans le présent document, notamment les frais de déplacement et d'hébergement du personnel du titulaire, d'assurance et ceux mentionnés à l'article 10.1.3 du CCAG/PI.

Le taux des taxes applicables notamment de la TVA est celui applicable à la date du fait générateur.

Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Aucune facturation en sus des prix mentionnés dans le bordereau des prix n'est acceptée. Aucun surcoût ne peut être facturé à FEI.

18.1. Modalités de révision des prix :

La demande de révision des prix est formulée par le titulaire deux (2) mois avant la date anniversaire du marché par écrit auprès de FEI. Dans le cas contraire, la demande est rejetée.

Le titulaire transmet un bordereau des prix à jour par courrier électronique à l'adresse suivante : marches@france-education-international.fr

Les prix sont applicables après leur validation par FEI.

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG/PI, les prix unitaires sont révisables selon la formule suivante :

$$P = P^{n-1} \times (0.15 + 0.85 (I_1/I_0))$$

- P est le prix révisé
- P^{n-1} est le Prix H.T. révisé au titre de l'année de révision N-1 (s'agissant de la première révision tarifaire, $P^{n-1} = P^{m0}$, prix établis au moment de la remise de l'offre)
- I = Indice de production dans les services - Création artistique (NAF rév. 2, niv. classe poste 90.03) Série mensuelle CVS-CJO - France - Base 100 en 2021 – Identifiant 010769501
- Cet indice est disponible sur internet, à l'adresse suivante : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010769501>
- I_1 = Dernier indice publié à la date de la demande de révision des prix
- I_0 = Indice du mois de remise des offres pour la première révision tarifaire et celui utilisé lors de la précédente révision tarifaire pour les révisions suivantes.
-

Le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

Si l'indice requis n'est pas publié au moment où le prix du marché doit être actualisé, il est fait appel au dernier indice publié.

Une fois l'indice requis publié, une régularisation intervient sur le prochain décompte.

En cas de suppression pure et simple de(s) indice(s), il sera retenu un (des) nouvel (nouveaux) indice(s) déterminé(s) d'un commun accord entre les parties. A défaut, ce dernier sera désigné par le tribunal compétent saisi par la partie la plus diligente.

Les prix révisés sont applicables après leur validation par FEI. En aucun cas, l'augmentation ne pourra excéder 2 % du montant HT de chaque prix d'origine à la première révision ou des prix de la dernière révision aux révisions suivantes. Dans le cas contraire, l'augmentation est ramenée à 2 %.

Article 19 - Modalités de règlement des comptes

Article 19.1 - Avance

Dans les conditions décrites aux articles R. 2191-3 à R. 2191-5 du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire mentionnée par le titulaire dans l'acte d'engagement.

Le présent document fixe le pourcentage de l'avance à 10 % (si PME).

Les remboursements s'effectuent conformément aux articles R. 2191-11 à R. 2191-12 du Code de la commande publique.

Article 19.2 - Acompte

En application de l'article L. 2191-4 du Code de la commande publique, les bons de commande passés par FEI donnent lieu à des versements à titre d'acomptes dans les conditions prévues par voie réglementaire, dès lors que les prestations ont commencé à être exécutées.

Le versement d'un acompte est possible, une fois que les conditions ci-dessous sont remplies :

- Les prestations correspondantes doivent avoir été réalisées ;
- Un décompte doit avoir été produit.

La périodicité des versements doit être prévue dans le bon de commande et celle-ci ne peut excéder trois (3) mois conformément à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique. Ce délai est ramené à un (1) mois si le titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

Les modalités de calcul et de paiement des acomptes sont prévues par l'article 11.2 du CCAG/PI.

Article 19.3 - Règlement des sommes dues

Les sommes dues au titulaire sont réglées à terme échu après remise de la demande de paiement et prononciation de l'admission de la prestation correspondante pour chaque bon de commande.

Article 19.4 - Facturation

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des articles L. 2192-1 à L.2192-7 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du CCP.

Le titulaire utilise le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> pour :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Ou saisir directement ses factures.

Préalables techniques et réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Conformément aux dispositions des articles L. 2192-5 à L. 2192-7 du Code de la commande publique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Outre les mentions légales, les factures comportent les indications suivantes :

- la date ;
- la référence du marché (accord-cadre) : **n°25 16** ;
- la référence du bon de commande ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal ;
- le numéro SIRET ;
- le détail des services exécutés (libellés, quantités, prix, dates de livraison/d'envoi)
- le montant total HT (hors taxes) à payer ;
- le taux et le montant de la TVA
- le montant total TTC (toutes taxes comprises).

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le directeur général de FEI ou son représentant.

L'agent comptable assignataire de la dépense chargé du règlement est l'Agent comptable principal de FEI.

Article 19.5 - Paiement

Les sommes dues au titre du présent marché sont mises en paiement dans un délai global maximal de trente (30) jours à compter de la réception de la facture par FEI.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires, à partir du jour suivant l'expiration dudit délai, conformément à l'article R. 2192-32 du Code de la commande publique.

Le titulaire est réglé directement par FEI en euros par virement au compte bancaire dont le relevé d'identité bancaire est joint au présent document.

En cas de cotraitance :

Par dérogation à l'article 12.1.1 du CCAG/PI, en cas de groupement solidaire ou conjoint, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG/PI.

En cas de sous-traitant admis au paiement direct :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Article 20 - Confidentialité

Chacune des parties s'engage à conserver strictement confidentielles les informations qui lui sont communiquées à compter de la notification du marché.

Les informations communiquées ne peuvent être utilisées que pour les seuls besoins du marché.

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer les informations relatives à FEI dont il est amené à avoir connaissance à l'occasion de l'application du présent marché. Les personnels du titulaire ont

instruction de respecter leur caractère confidentiel et de les traiter dans les mêmes conditions de discrétion que les informations considérées comme confidentielles par le titulaire.

Ces informations ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers ou à des membres du personnel du titulaire non appelés à participer à l'exécution des prestations, sauf si la divulgation est nécessaire en raison d'obligations légales, comptables ou réglementaires échappant au contrôle du titulaire.

Les parties s'engagent à respecter les obligations résultant du présent article pendant toute la durée du marché ainsi que pendant une durée de trois années à compter de son expiration pour quelque cause que ce soit. En outre, dès l'échéance ou la résiliation du marché, le titulaire cesse toute exploitation active des fichiers de FEI et s'engage à ne faire aucune rétention des documents ou fichiers de FEI.

Il s'engage également à restituer l'ensemble de la documentation confidentielle remise par FEI et des copies qui auraient pu être faites.

FEI s'engage à assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

Le titulaire s'engage à respecter la confidentialité et à assurer la sécurité des données de FEI conformément à l'article 5 du CCAG/PI.

FEI accepte que le titulaire puisse faire état du fait qu'il assure une prestation pour son compte. Les informations énumérées se limitent à la raison sociale de FEI et à l'objet général du marché.

Sauf accord express de FEI, le titulaire n'est pas autorisé à copier données, codes sources ou logiciels hors des plates-formes de FEI qui lui sont allouées.

Article 21 - Propriété intellectuelle

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCP.

Le présent accord-cadre fait application des articles 32 à 35 du CCAG-PI (hors dérogations énoncées ci-dessous).

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-FCS, FEI souhaite que les livrables du marché lui permettent de pouvoir librement et de façon autonome :

- Les utiliser sans restriction
- Les déposer à titre de marque et/ou de dessin et modèle

Le titulaire du marché concède à titre exclusif l'intégralité des droits au pouvoir adjudicateur, pour toutes exploitations directes ou indirectes, quel qu'en soit le mode et ce, à quelque titre que ce soit et sous toutes formes.

Il devra remettre systématiquement les fichiers natifs via des plateformes de téléchargement, ou supports numériques.

Article 21.1 - Principe

Le titulaire cède à titre exclusif au pouvoir adjudicateur, conformément à l'article L131-3 du code de la propriété intellectuelle, l'intégralité des droits d'auteurs sur l'ensemble des créations réalisées dans le cadre du présent accord-cadre et prévues au CCP, pour la durée légale des droits d'auteur, telle que cette durée est fixée par la législation française et européenne.

La cession des droits d'auteur patrimoniaux sur le résultat des prestations exécutées dans le cadre de sa prestation s'exerce au fur et à mesure de leur création. Par conséquent, cela vaut pour les documents préparatoires et définitifs, pour tout usage, externe ou interne, à titre gratuit ou onéreux. Cette option s'applique au monde entier pour une période de 10 ans.

Article 21.2 - Droits du titulaire

Les méthodes et supports utilisés par le titulaire à l'occasion de l'exécution de la prestation restent sa propriété.

Par dérogation à l'article 35.3 du CCAG PI, le titulaire ne peut faire aucun usage commercial des résultats des prestations sans l'accord préalable de FEI et ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation de FEI.

Néanmoins, FEI accorde au titulaire le droit de citer son nom dans le cadre de références pour présenter son savoir-faire.

La cession des droits de propriété intellectuelle est incluse dans le prix de la prestation.

Le titulaire cède à l'acheteur les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article tels qu'applicables au marché, et notamment :

Le droit de reproduction qui comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de reproduire les résultats, pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports.

Le droit de représentation et de distribution qui comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, directement ou indirectement, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés, connus ou inconnus, sous toute forme, et auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

Article 21.3 - Garantie des droits

Le titulaire garantit FEI contre toutes les revendications de tiers relatives à la propriété intellectuelle des documents qu'il lui remet et des méthodes et savoir-faire qu'il met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées. Tout résultat obtenu par le titulaire en exécution du présent marché appartient à FEI qui peut en disposer librement.

Si FEI est victime d'un trouble de jouissance, le titulaire prendra immédiatement les mesures propres à faire cesser ce trouble, telles que :

- soit modifier ou remplacer les éléments en litige de manière à ce qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation,
- soit faire en sorte que FEI puisse utiliser les éléments en litige sans limitation et sans paiement.

Si FEI fait l'objet d'une assignation fondée sur un droit de propriété intellectuelle portant sur l'un des éléments des prestations, il s'engage pour sa part à :

- aviser le titulaire dans un délai de quinze jours à compter de l'assignation reçue,
- l'appeler en cause en qualité de garant et accepter qu'il soulève les moyens utiles à sa défense,
- accepter qu'il négocie, s'il le juge opportun, le désistement du demandeur, étant précisé qu'il n'en résultera aucune dépense supplémentaire à la charge de FEI.

Les parties s'engagent à informer leur personnel qu'il est tenu de respecter les droits de propriété intellectuelle attachés aux divers documents qui lui sont remis à l'occasion de la réalisation du présent marché.

Article 22 - Sous-traitance

En cas de sous-traitance, conformément à l'article R. 2193-1 à R. 2193-4 du Code de la commande publique, le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La sous-traitance de l'exécution de certaines parties du présent marché public est possible à condition d'avoir obtenu de FEI l'acceptation du sous-traitant et des modalités de son paiement. Ceci est constaté par un acte spécial signé par FEI et le titulaire.

Article 23 – Dérogation au principe d'exclusivité

FEI dispose de la faculté de déroger au principe d'exclusivité du titulaire et pourra recourir à un ou plusieurs opérateurs de son choix pour l'exécution des prestations émanant des marchés à bons de commande dans les conditions suivantes :

1- Si le Titulaire, par décision expresse notifiée à l'acheteur à compter de la prise de connaissance du besoin de l'acheteur, affirme qu'il n'est pas en mesure d'assurer ou de sous-traiter en partie l'exécution des prestations de l'accord-cadre d'un point de vue technique, qualitatif et délai (et ce, quel que soit le montant).

2- Pour des besoins occasionnels ; le cumul de ces besoins occasionnels ne doit pas dépasser 2 % du montant maximum HT pour chacun des lots. En outre l'acheteur se réserve la possibilité de traiter hors du présent accord-cadre des besoins exceptionnels par leur complexité ou leurs conditions de mise en œuvre pouvant nécessiter des procédures peu compatibles avec le fonctionnement de l'accord-cadre. Préalablement, l'acheteur s'assurera que le Titulaire n'est pas en mesure de répondre à son attente.

Article 24 - Clause de réexamen

Conformément aux dispositions prévues à l'article R2194-1 du Code de la commande publique, le présent marché introduit une clause de réexamen rendant possible la modification du marché, réalisée dans les conditions prévues par l'article 25 du CCAG-PI.

Si des évolutions de nature à modifier les prestations objet du présent marché devaient intervenir, les parties pourront convenir d'un réexamen par voie de la modification des nouvelles conditions d'exécution financières et/ou opérationnelles du présent marché. L'application de la présente clause de réexamen peut notamment conduire à l'ajout d'unités d'œuvre au bordereau des prix unitaires.

La modification issue de cette clause de réexamen ne peut avoir pour conséquence de modifier l'objet du marché ou les caractéristiques substantielles des prestations.

Article 25 - Assurance

Le titulaire doit avoir contracté une assurance, valable pour toute la durée du marché, auprès d'une compagnie d'assurance agréée au sens des articles R. 321-1 du Code des assurances.

L'assurance du titulaire doit garantir la responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle, incluant la responsabilité civile du titulaire après réalisation des prestations attendues, en couvrant les dommages matériels, immatériels et corporels pouvant être causés à FEI ainsi qu'aux tiers, pour tout événement intervenant dans le cadre de l'exécution du présent marché, et notamment par le fait du personnel, des collaborateurs ou des matériels du titulaire, de façon à faire bénéficier FEI,

dans tous les cas de mise en jeu de la responsabilité du titulaire, d'une indemnisation pécuniaire.

Le titulaire reconnaît être assuré pour tous risques, en responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle de manière à couvrir les conséquences pécuniaires pour FEI des dommages corporels, matériels et immatériels dont le titulaire aurait à répondre, causés par tout événement et qui seraient notamment le fait de ses collaborateurs lors de l'exécution des prestations.

Une attestation de la police souscrite doit être fournie par le candidat.

Article 26 - Respect des obligations sociales

Le titulaire s'engage à fournir tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail.

À défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article 24 du présent document.

Article 27- Résiliation

Article 27.1 - Résiliation par FEI

Par dérogation à l'article 39.2 et suivants du CCAG/PI, FEI pourra, à tout moment, résilier le présent marché par lettre recommandée avec accusé de réception sans mise en demeure préalable.

Article 27.2 - Résiliation aux torts du titulaire

Cette résiliation peut notamment intervenir au cas où le titulaire n'a pas correctement assumé ses responsabilités et obligations définies au présent marché et conformément aux articles 39 et suivants du CCAG/PI.

De plus, la personne publique peut résilier le marché aux torts du titulaire si la mauvaise exécution des prestations objet du marché a donné lieu à des pénalités pendant trois mois consécutifs.

Article 27.3 - Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Dans les conditions définies à l'article 27 du CCAG/PI, FEI peut faire faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Article 28 - Litiges/Différends

La loi applicable au présent marché est la loi française. Le tribunal compétent pour connaître de tous litiges entre les parties relativement à la validité, l'interprétation et l'exécution du présent marché est le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

Article 29 - Dérogations au CCAG/PI 2021

En application de l'article R. 2112-3 du Code de la commande publique et par dérogation aux articles 1 et 43 du CCAG-PI, les articles et dispositions dudit CCAG auxquels déroge le présent CCP sont uniquement mentionnées dans les articles concernés.